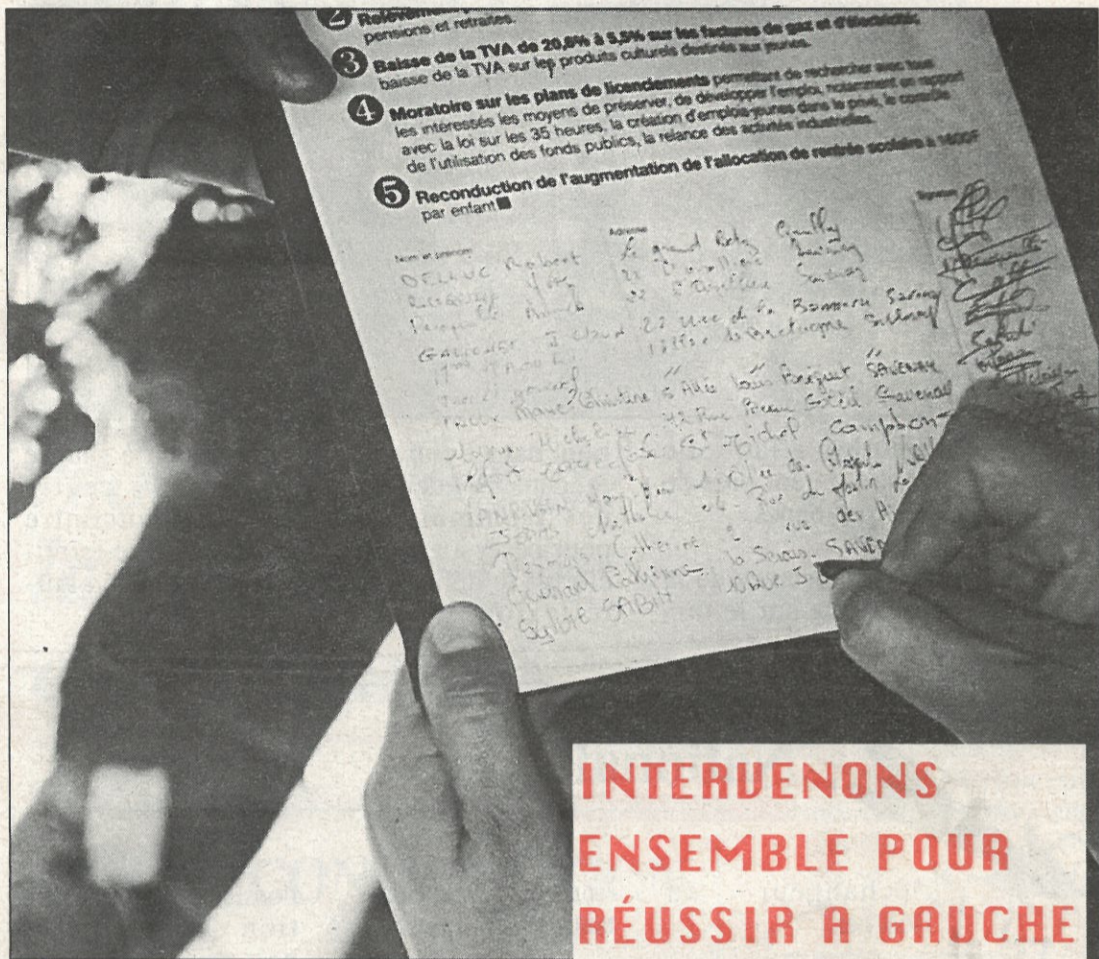


Les Nouvelles

de Loire Atlantique

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français
N° 675 - 24 Septembre 1998 - Prix 2,50 F



**INTERVENONS
ENSEMBLE POUR
RÉUSSIR À GAUCHE**



**On a
tous à y
gagner**

par Yannick
Chéneau

Il n'y avait qu'à lire la presse au lendemain de la Fête de l'Humanité pour sentir à quel point ce que dit et fait le Parti communiste a d'importance dans la vie nationale.

On y parlait de la « mutation du PC », de « dépasser le capitalisme », d'un PCF qui « marque sa différence », qui propose d'aller « plus vite, plus loin et plus profondément », de « Communistes qui débattent » et de Robert Hue « heureux de la diversité du Parti ».

Dans le baromètre mensuel IPSOS-Le Point, le Parti communiste est le seul parti en progrès. Les Français jugent favorablement son action. C'est le meilleur score de sympathie depuis que l'indicateur existe. Et l'enquête IPSOS-Le Nouvel Observateur-France Inter réalisée à la Fête de l'Humanité indique que les quatre cinquièmes des militants et des sympathisants communistes se sentent proches de la ligne politique représentée par Robert Hue, dont le bilan est jugé positif dans les mêmes proportions.

Ce Parti communiste « offensif, ouvert, solidaire », c'est celui que les gens de gauche ont voulu au gouvernement comme force de proposition et d'action. Il a l'oreille de toute cette gauche multicolore et est lui-même à l'écoute des millions de citoyens qui attendent des améliorations réelles.

La presse le souligne maintes fois. Il y en a que cela gêne. Les grands patrons, la droite et l'extrême droite évidemment, à nouveau possédés par les vieux démons de l'anticommunisme. Il existe aussi une forte pression au sein du gouvernement et du Parti socialiste en faveur d'une politique nettement sociale libérale.

Faut-il reprendre les recettes qui ont toutes échoué précédemment, quitte à s'éloigner des engagements pris à gauche? On peut en douter.

Il ne faut pas compter sur le Parti communiste pour cela. Par contre, on peut compter sur lui pour favoriser l'intervention des citoyens pour avancer. Faire face à la crise financière en soutenant la croissance et l'emploi par la demande intérieure, lutter pour une Europe sociale, ne pas céder aux pressions des puissances d'argent contre les 35 heures, s'opposer aux privatisations, il y a du grain à moudre...

En travaillant, en se rassemblant, des résultats ont été obtenus sur la fiscalité, l'allocation de rentrée scolaire, les sans-papiers, le Crédit Foncier, Peugeot... Après tout, changer vraiment, c'est ce que nous voulons tous. Et on a tous à y gagner.

Ce temps fort politique de la rentrée, malgré de déplorables conditions atmosphériques, a permis à de très nombreuses personnes de venir au stand de la Loire-Atlantique où la gastronomie côtoyait débat et politique.



L'Europe : pour une réorientation progressiste de la construction européenne, pour un référendum sur le traité d'Amsterdam. Les Communistes proposent, avant le terme du Conseil national, un large débat interactif sur ces questions. Vous pouvez dès maintenant y participer. (Page 3)



**D'autres choix,
c'est urgent**

**260 000
francs**

C'est la somme par salarié que le groupe UNILEVER met sur la table pour supprimer les 384 emplois à Frigécrème. Ces 10 milliards de centimes existent. Exigeons qu'ils soient mis pour l'emploi et non pas pour augmenter le chômage. (Lire page 6)



INFORMATIONS

Le listing permettant de recevoir les Nouvelles de Loire-Atlantique vient d'être réactualisé. Nul doute qu'il doit comporter des erreurs et doit avoir besoin de modifications.

Chaque lecteur peut participer à ce que chaque Communiste, les amis du parti, les responsables d'associations, des syndicats, des personnalités puissent devenir lecteur.

Toutes vos suggestions, propositions, avis seront les bienvenus. Nous les attendons et en tiendrons compte.

Actualités

EDF : vers des coupures cet hiver

A plusieurs reprises des articles dans la presse ont fait état de risques de coupures électriques dans l'Ouest de la France cet hiver.

Le plus gros exportateur d'électricité de l'Union Européenne, l'EDF, se verrait ainsi contraint d'importer de l'électricité de l'étranger afin de faire face à la consommation accrue de l'hiver, et ceci au prix fort.

Double paradoxe que cette baisse de la production due à la chute de 10% du nucléaire et au maintien des Plans de Restructuration tel Cordemais.

Dans une Conférence de Presse à la mi-septembre, le Syndicat CGT de Cordemais précisait que 3 millions de tonnes de charbon devraient être brûlées cette année alors que les prévisions ne faisaient état que de 300 000 tonnes.

Pourquoi à juste raison, poursuit le syndicat, continuer à nier l'évidence du besoin de production énergétique en Loire-Atlantique et maintenir le plan de réduction de capacité de la Centrale de la Basse-Loire.

Rappelons que 2 tranches au charbon et au fuel sont opérationnelles et que deux autres ont été mises en sommeil. Actuellement, un plan de réduction des effectifs vise 200 emplois d'ici l'an 2000.

N'est-il pas urgent qu'un véritable débat sur les questions énergétiques, dans lequel se retrouveraient toutes les forces vives de la Nation et naturellement les usagers, s'ouvre pour éviter le pire... C'est en tout cas ce que proposent les Communistes.

Conférence de Presse de Rentrée de la Fédération

Le 28 Août, la Fédération du Parti Communiste tenait sa conférence de presse de rentrée.

« Ouvert et offensif » titrait Ouest France, « le P.C. fait sa rentrée sur les chapeaux de roues » relevait l'autre quotidien local, Presse Océan.

Abordant les grandes questions nationales, le Budget, l'Europe, la situation européenne, la conférence de presse a permis d'aborder les dossiers départementaux de cette rentrée, et notamment l'aérospatiale, les arsenaux, les questions de l'emploi et en particulier avec Frigécreme et Matra Harris. Les questions des libertés avec le dossier « Menanteau » de l'EDF étaient également à l'ordre du jour de cette conférence de presse. Nous revenons dans ce numéro des Nouvelles sur quelques uns de ces points.

Matra Harris : Indignation des élus Communistes de Nantes

Les élus communistes de la ville de Nantes s'indignent de la décision de la Société M.H.S. S.A. de supprimer encore 149 emplois sur son site de la Chantrerie à Nantes.

Après la suppression de 26 emplois, la délocalisation à Manille de son département test, cette décision est d'autant plus scandaleuse pour les salariés de l'entreprise mais aussi pour l'ensemble de la population nantaise que Matra MHS qui réalisait alors de sub-

stantiels bénéfiques a profité pendant des années, de subventions de la part de l'Etat et des collectivités locales.

Dès octobre 1994, les élus communistes au Conseil Municipal de Nantes avaient fait part de leur scepticisme quant à la décision de la ville d'accorder 5 millions de francs à MHS.

Les élus communistes jugeaient déjà inconcevable qu'un groupe aussi puissant fasse supporter une partie de ses inves-

Les Communistes du Département se réunissent à Couéron

Dès les premiers jours de septembre, les Communistes du département s'étaient donné rendez-vous à Couéron pour aborder les questions d'actualité de cette rentrée.

Henri Malberg, directeur de « Regard » et membre du Comité national animait cette



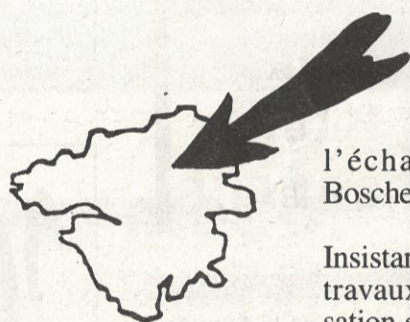
réunion à laquelle participaient près de 150 personnes.

L'importance de la présence sur le ter-

rain, dans l'entreprise, dans les quartiers, des Communistes pour peser à gauche, élargir le débat et la réflexion, agir

pour réussir à gauche a été au centre de cette rencontre animée qui se terminait autour d'un buffet.

Nationale 171



l'échangeur du Boschet.

Insistant pour que les travaux de modernisation en cours soient poursuivis sans interruption sur la totalité de la portion Blain-Châteaubriant et sur le contournement de Treffieux, Gilles Bontemps rappelle ses différents rencontres avec les élus et responsables d'associa-

tions du Castelbriantais sur ces sujets.

En ce qui concerne l'échangeur du Boschet, l'élu communiste fait part des plus vives inquiétudes sur le projet lui-même et sur l'absence d'information de la population.

Dans sa réponse, Michel Hunault se dit partager les inquiétudes et précise que le

dossier de modernisation de la RN 171 doit prioritairement être inscrit par l'Etat au prochain contrat de plan. En ce qui concerne l'échangeur du Boschet, Michel Hunault se prononce également contre ce projet qui, précise-t-il a fait l'objet de l'hostilité du Conseil municipal de Derval.

Affaire à suivre...

Cheminots mais pas Citoyen

Le Directeur de l'établissement commercial Train de Nantes a une drôle de conception de la démocratie et de la citoyenneté.

Il serait, selon lui, incompatible d'avoir une responsabilité politique en étant cheminot.

C'est en effet ce qu'il vient d'écrire à Pierre Riou, responsable communiste des cheminots de Nantes et élu aux Sorinières, lui reprochant l'édition du journal communiste « le signal d'alarme » dont notre camarade Pierrot a signé un article.

Alors qu'à plusieurs reprises le Front National a distribué des documents dans cet établissement, ce Monsieur ferait peut-être mieux de veiller et d'empêcher les agissements de personnes qui bafouent les libertés, la démocratie et les services publics.

NÉCROLOGIE

Les Nouvelles de Loire-Atlantique et la Section de Saint Herblain Gesvre et Cens s'associent à la douleur de notre camarade Christian Haro et à sa famille frappés par le décès accidentel de leur fille Céline en pleine jeunesse.

Nous avons appris le décès brutal de Joëlle Bernier. Les Nouvelles de Loire-Atlantique, mais au delà les organisations du Parti Communiste, tous les amis de Robert, Sylviane et Jean-Louis ainsi que toute la famille présentent leurs condoléances et toute leur sympathie en ces moments douloureux.

Le PCF engage un vaste débat sur les enjeux européens. Il souhaite y associer tous les Communistes et les progressistes qui veulent une réorientation de la construction européenne.

VOTRE CONTRIBUTION

A retourner à PCF
41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

EUROPE : Comment avancer ?

Les 7 et 8 novembre prochains, le Parti communiste français tiendra un Conseil national consacré aux enjeux européens. Il a également lancé une carte pétition (ci-contre) « pour une Europe sociale, pour un référendum sur le traité d'Amsterdam ».

Les Communistes ne veulent en effet pas discuter « en vase clos » d'une question qui engage tant l'avenir de chacune et de chacun et celui de notre pays. Ils font appel à toutes celles et tous ceux qui voudront bien apporter leur contribution au débat sur la réorientation progressiste de la construction européenne.

Nombreux sont les citoyens et les citoyennes qui partagent la conviction qu'une telle réorientation est nécessaire. (Ils sont 58% selon l'enquête SOFRES-Regards). Ils sont encore plus nombreux à demander plus d'informations, de débats

et un référendum sur le passage à l'euro et le traité d'Amsterdam (63%).

L'expression de ces opinions et propositions, dans les termes les plus concrets possibles, nous paraît de la plus grande utilité.

Qu'en pensez-vous ?

Quelles appréciations portez-vous sur l'actuelle construction européenne ?

Comment doit se traduire, dans les faits, la « réorientation progressiste » de cette construction ?

Quel rôle le Parti communiste - aujourd'hui composante du gouvernement de la gauche plurielle doit-il jouer à cet égard ?

Au delà du Parti communiste lui-même, ces questions concernent les hommes et les femmes de gauche en France et en Europe. Merci de votre contribution. Vous pouvez l'adresser au P.C.F. Votre avis nous intéresse et va compter.

Les Communistes proposent des pistes de réflexion

Dans le débat qu'ils impulsent sur les questions européennes, entre eux et le plus largement possible avec les citoyens, les Communistes avancent quelques pistes de réflexion sur leur approche concernant les enjeux européens.

Ces éléments sont rassemblés dans un texte intitulé « IL FAUT IMPULSER UNE REORIENTATION PROGRES-

SISTE DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE » il va être adressé avec l'appel à contribution à plusieurs centaines de personnalités du département.

Si vous souhaitez le recevoir ou si vous souhaitez qu'une ou plusieurs personnes de votre connaissance les reçoivent, adressez vous à la Fédération du P.C.F. au 02 40 35 03 00.

POUR
une réorientation
progressiste
de la construction
européenne

POUR
un référendum
sur le traité d'Amsterdam

Voici la Carte Pétition proposée à la signature, pour une réorientation progressiste de la construction européenne et un référendum sur le traité d'Amsterdam.

pour une Europe sociale pour un référendum sur le traité d'Amsterdam

Notre époque appelle les nations à nouer entre elles des liens de coopération de plus en plus denses pour maîtriser ensemble leur destin. L'emploi, le progrès social, la sécurité et la paix, l'environnement... les peuples ont tout à gagner à unir leurs efforts pour relever ces défis communs.

La construction actuelle de l'Europe, loin de prendre ce chemin, crée en France de sérieux obstacles à la réalisation des engagements de la gauche plurielle.

● En convergence avec de nombreux mouvements sociaux et de forces de progrès en France et en Europe, j'appelle à une réorientation progressiste de la construction européenne, pour aller vers une Europe sociale, démocratique, solidaire.

● Et parce que je considère que les citoyens doivent être consultés à chaque étape marquante de la construction européenne, je demande un référendum sur le traité d'Amsterdam.

Prénom et nom: _____

Adresse: _____

Signature _____

FÊTE DE L'HUMANITÉ

Spectacles, débats, expositions, gastronomie, tout était réuni pour que l'édition 1998 de la Fête de l'Humanité marque les premiers jours de septembre. Une fête mouillée, mais géante en sympathie, en chaleur humaine, en combativité dont nous vous donnons en quelques lignes et photos les couleurs.

On connaît et apprécie le stand de la Loire-Atlantique à la Courneuve

« Nous venons tous les ans » nous dit un couple de retraités qui fait la queue pour passer sa commande de fruits de mer.

« Nous savons que nous ne seront pas déçus » surenchérisent deux autres personnes qui elles aussi, habituées de la Table de l'Atlantique, le restaurant de l'espace de la Fédération, passent le petit pont de bois qui donne accès au restaurant.

La décoration du stand ne laisse pas indifférent. De nombreux arbres agrémentent les 500m² de toile, le mot d'ordre politique « Donner un nouvel élan au changement » donne le ton.

Les 28 mètres de façade du stand avaient permis de donner la couleur de notre département, une pièce d'eau, une étendue de sable et la barque du pêcheur (le portuaire) rappelaient les côtes de l'Atlantique.

Fruits de mer, soupe de poissons, maquereaux grillés, soles, crustacés et bien entendu les vins du Pays Nantais et particulièrement le muscadet rythmaient l'aspect gastronomique du stand.

Une nouveauté cette année avec l'édition pour les Nouvelles d'une plaquette intitulée « Douceur Maritime » qui revenait sur les spécialités de notre département.

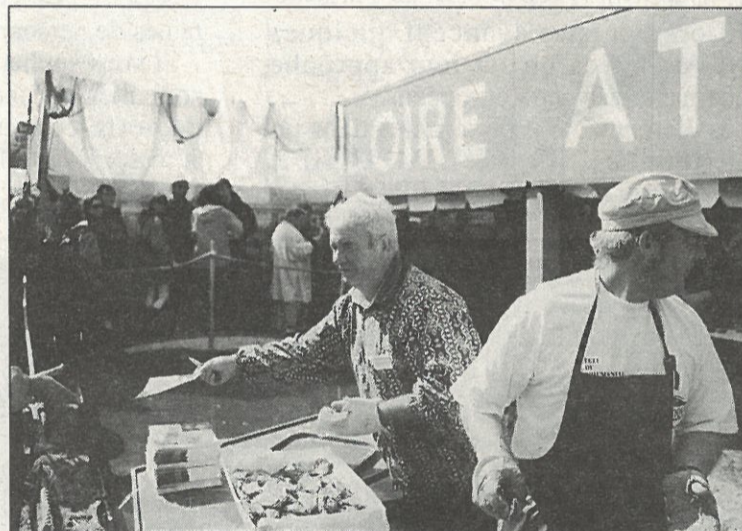
La presse locale, à qui elle avait été, quelques jours auparavant, présentée, ne s'était pas trompée, titrant à son sujet « qu'elle ne dépasserait pas le tourniquet d'un syndicat d'initiative ».

Tout était réuni pour que l'édition 1998 de la Fête de l'Huma soit réussie. Ce fut le cas à l'exception du temps. Allez... le soleil, ce sera pour l'an prochain.

La Loire-Atlantique à la Courneuve



■ Une gastronomie largement partagée



■ Du producteur... au consommateur



■ Michèle Demessine, Secrétaire d'état au Tourisme au Stand de la Loire-Atlantique.



■ L'entrée dans le stand



■ Une décoration appréciée



■ Débat, confrontation, échange

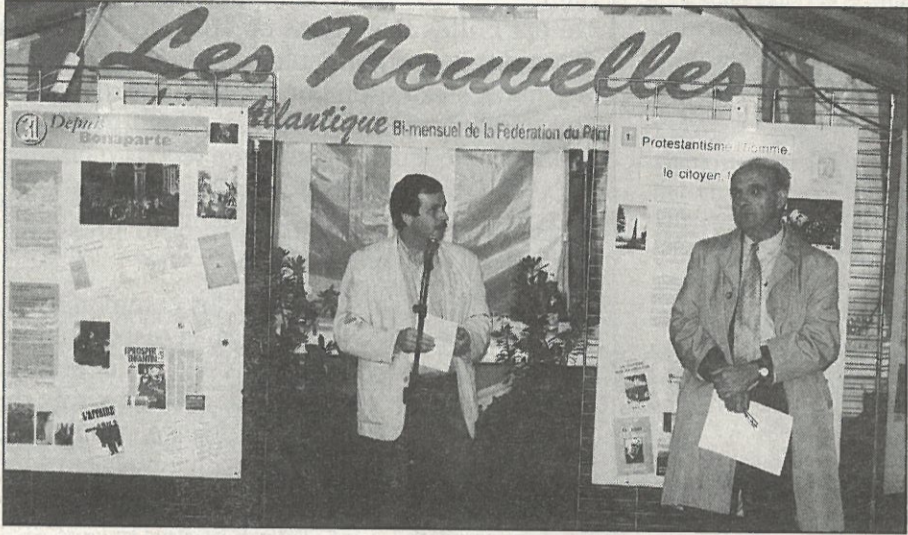


■ La Douceur Maritime en façade

LES DROITS DE L'HOMME

en exposition et en débats au stand de Loire-Atlantique avec notre journal

Durant les trois jours de la fête de l'Huma, le stand de notre fédération accueillait une exposition et deux débats autour du thème de l'avenir des Droits de l'Homme, du Citoyen et de la Citoyenne. Une grande première pour notre espace Loire-Atlantique qui avait consacré pour l'occasion un vaste espace qui permettait de recevoir de nombreuses personnalités (voir liste ci-contre).

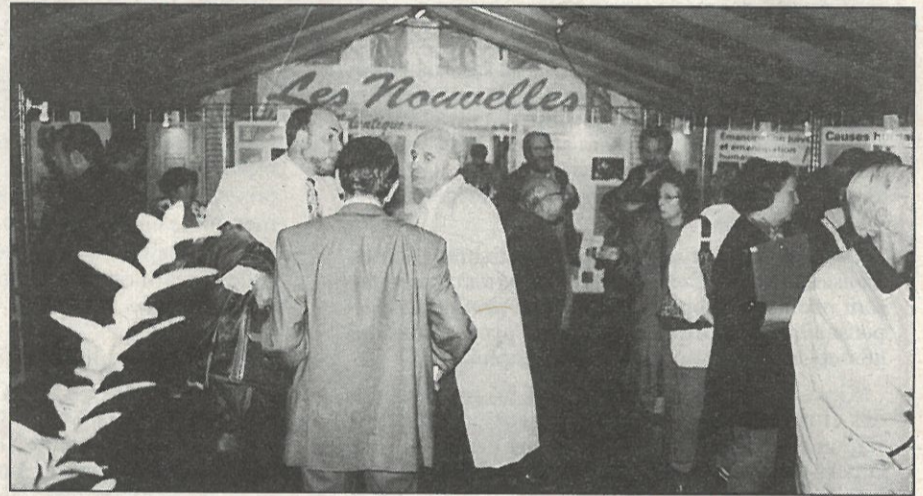


Cinquante ans après la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et quatre cents ans après la signature de l'Edit de Nantes, les Droits de l'Homme demeurent une exigence quotidienne, devaient souligner les divers intervenants qui étaient accueillis par Gilles Bontemps et Yann Vince. D'emblée lors de l'inauguration de l'exposition, Antoine Casanova, directeur de « La Pensée » et membre du Comité national du PCF soulignait l'enjeu pour l'homme des combats actuels : « comment envisager les êtres humains de notre terre, de notre continent, de notre pays ? Comme des marchandises à acheter au meilleur prix, jetables, flexibles, comme des coûts à réduire ? Ou bien comme des citoyens porteurs de droits inaliénables, dont l'exercice plénier est la seule base de légitimité politique, économique et sociale ? »

Les divers intervenants qui contribuaient à enrichir le débat durant les trois jours devaient à leur tour souligner l'indivisibilité et l'universalité des Droits de l'Homme évoquant la liberté, la santé, l'éducation, la paix, mais aussi l'emploi. Toutes ces interventions envisageaient le bonheur humain comme un idéal restant à atteindre.

Outre ces moments d'échanges, un cahier regroupant les contributions écrites d'un peu plus d'une vingtaine de personnalités a été mis à la disposition du public durant toute la fête. Une invitation à agir partout pour réactiver et réinventer chaque jour les Droits de l'Homme et du Citoyen...

Yann Vince



Parmi les personnalités ayant participé à l'inauguration de l'exposition et aux débats :

- Antoine CASANOVA : Historien, directeur de « La Pensée », membre du Comité national du PCF
- Ghaleib BEN CHEIK : Vice-président de la conférence mondiale des religions pour la paix
- Guy COQ : Ecrivain, membre de la rédaction de « Esprit »
- Jean-Marc DUPEUX : Secrétaire national de la Cimade
- Bernard GINISTY : Directeur de « Témoignage Chrétien »
- Moshen ISMAIL : Docteur en sciences islamiques
- Djaouida JAZAERLI : Juriste
- Me Henri LECLERC : Président de la Ligue des Droits de l'Homme
- Jean-Luc MOUTON : Directeur de « Réforme »
- Haïm MUSICANT : Directeur du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF)
- André TALBOT : Responsable du service Incroyance et Foi de l'église catholique
- Jean TARTIER : Président de la Fédération Protestante de France
- Jean WEYDERT : Représentant de l'église catholique

FORFAIT

VIDANGE

5 POINTS DE CONTRÔLE
4 MISES À NIVEAU

199F*

TTC

*Main d'œuvre, joint, huile 15W40 jusqu'à 5 litres (essence ou diesel).

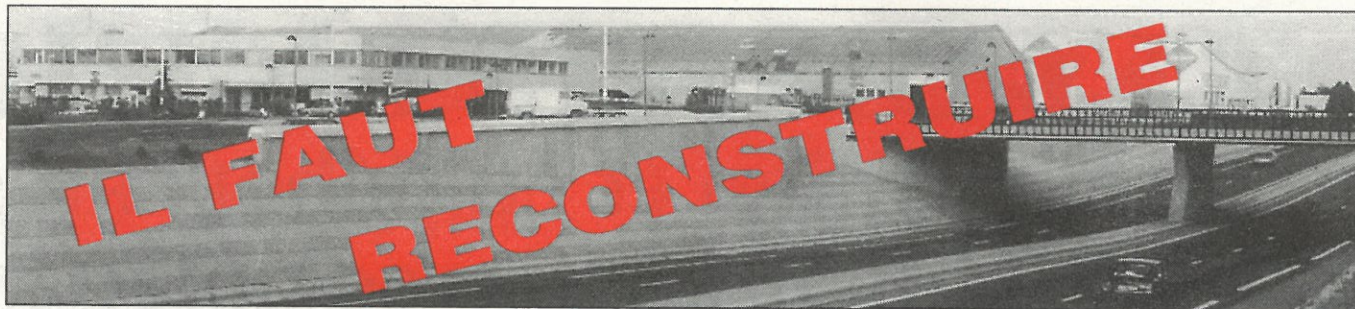
RENAULT
minute

L'entretien
sans rendez-vous

RENAULT SAINT-NAZAIRE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
Concessionnaire
380, route de la Côte d'Amour - Océanis
ST-NAZAIRE ☎ 02 40 17 20 20

TRIGNAC AUTOMOBILES
Agent
Zone Commerciale Auchan
TRIGNAC ☎ 02 40 90 40 54

Frigécrème



Il faut reconstruire Frigécrème

Telle est l'exigence forte qui se dessine depuis l'incendie du 9 juin qui a partiellement détruit l'unité de production Frigécrème du Groupe UNILEVER.

La stratégie de la direction a été de ne faire aucune proposition durant 3 mois.

Dans le même temps, après avoir rapatrié la totalité de la fabrication de Saint Herblain à Argentan dans l'Orne, le groupe qui dit être en surcapacité de crème glacée « a constaté » durant ces 3 mois qu'il réalisait une économie de 12,7 millions de francs et une amélioration envisagée de 4,7 millions de francs avant impôts, d'où le choix pour l'entreprise de ne pas reconstruire l'entreprise herblinoise et de mettre 384 salariés au chômage.

Pendant cette même période, les salariés restaient mobilisés avec la CGT, exigeant du groupe des informations et des pouvoirs publics des initiatives concernant l'emploi.

Le Parti Communiste et ses élus se sont mobilisés pour apporter leur soutien aux salariés et à leurs organisations syndicales, pour faire des propositions, de même que de nombreuses collectivités locales et partis de gauche, afin que des solutions soient trouvées et afin de conserver l'emploi chez Frigécrème et à Saint Herblain.

Dès le début, l'ensemble des collectivités (District, Conseil général, Conseil régional, Municipalité) se sont prononcés pour que le groupe prenne ses responsabilités, propres au regard des propositions qui lui ont été faites pour maintenir l'emploi.

Ainsi, le Conseil régional a voté les propositions des élus communistes et à l'exception du Front National, des aides remboursables et des avances de la part des banques à des taux préférentiels pour la reconstruction du site. De même qu'il a été évoqué la nécessaire participation du Crédit Agricole (première banque dans l'agro-alimentaire).

Il est donc urgent aujourd'hui, plus que jamais, que les collectivités locales jouent leur rôle pour travailler à des initiatives vigoureuses pour préserver l'activité et l'emploi.

C'est le sens de la proposition de la Fédération du PCF de Loire-Atlantique faite au Préfet de région d'organiser une rencontre sous sa responsabilité réunissant les salariés et leurs organisations syndicales, les dirigeants de l'entreprise, les élus de Saint Herblain, du District, du Conseil général, du Conseil régional et les représentants de l'état pour examiner dans la plus grande transparence les propositions et contre-propositions faites sur ce dossier.

En aucun cas, les choses ne peuvent rester en état.

Les Communistes soutiennent complètement les salariés dans leurs actions pour engager toutes les initiatives susceptibles de garder l'emploi à Saint Herblain.

Extrait du courrier de Monsieur Gilles Bontemps à Monsieur Louis Le Pensec, Ministre de l'Agriculture, du 28 août 1998

Le 09 juin dernier, un incendie a partiellement détruit l'unité de production Frigécrème à Saint-Herblain (Loire-Atlantique).

Les salariés au chômage technique depuis cette date, attendent que le groupe UNILEVER engage rapidement les travaux de reconstruction de l'entreprise comme s'y était engagé la direction près des représentants du personnel.

Une délégation d'élus communistes composée de René Bihoré, Gilles Bontemps, Christian Favreau et Michel Rica a été reçue le mercredi 9 septembre par les dirigeants du groupe UNILEVER, dont le président du groupe à Rueil-Malmaison.

Cette rencontre avait été demandée, depuis début août et avait pour objet de rappeler la volonté des salariés, de la population et des élus locaux, départementaux et régionaux de voir reconstruire l'unité de production Frigécrème.

Ce fut l'occasion de dire aux dirigeants patronaux que selon les Communistes, tout n'avait pas été fait pour que les propositions avancées par les collectivités locales soient examinées (en particulier l'aide financière remboursable).

Malgré ces éléments positifs, le PDG France d'Unilever a continué d'affirmer que l'usine ne serait pas reconstruite à Saint Herblain ou ailleurs dans l'agglomération.

Occasion pour la délégation de rappeler le peu de cas que la direction de l'entreprise faisait des 384 emplois (sans compter les emplois induits) et que seule la rentabilité financière comptait, que la disparition de l'entreprise n'était pas dans ce cas précis un acte pervers de la mondialisation, mais bien un acte délibéré et réfléchi par les adeptes de l'économie ultra libérale puisque cette disparition rapportait aujourd'hui de l'argent à la société.

La délégation a informé la direction qu'un courrier avait été envoyé au Préfet afin qu'il organise rapidement une table ronde pour examiner dans la plus grande transparence avec les salariés, les élus et l'entreprise des propositions visant à maintenir l'activité de l'entreprise avec tous ses emplois.



Les différentes collectivités territoriales que sont le Conseil du District de l'Agglomération nantaise, Conseil général, Conseil régional des Pays de la Loire, ont envisagé des dispositions permettant de faciliter et d'accélérer cette reconstruction.

Or à ce jour, le Groupe UNILEVER qui, en a les moyens (+60% d'augmentation des bénéfices en 1997) et qui sera indemnisé par les assurances, n'a toujours pas fait connaître sa décision de reconstruction de l'entreprise.

Nous ne pouvons accepter de voir les premiers efforts du Gouvernement de la Gauche Plurielle pour développer l'emploi, remis en cause par des

Depuis le 3 juillet des nombreuses interventions

● Le Conseil régional a adopté un vœu à l'unanimité (à l'exception du Front National), présenté par Gilles Bontemps et Michèle Picaud au nom du groupe communiste proposant à Frigécrème des aides remboursables et que les institutions financières, comme le Crédit Agricole, apportent leur concours à cette reconstruction.

● Le Conseil du district du 3 juillet a lui aussi pris la décision de tout faire pour préserver l'emploi à Frigécrème.

● René Bihoré au nom des élus communistes a rappelé dans une intervention, la responsabilité économique du groupe dans cet accident et la nécessité qu'il y avait à intervenir auprès du groupe pour s'assurer qu'il dégage rapidement les moyens financiers nécessaires pour engager la reconstruction.

● Courrier aussi au Président du District afin qu'il exige que des informations soient données aux salariés et aux élus de l'agglomération nantaise.

● Déclarations et courriers réguliers à l'attention de la direction d'UNILEVER par les élus de Saint Herblain, Couëron et Nantes.

● Déclaration d'Alain Seveno au Conseil municipal demandant des informations et exigeant que des démarches soient engagées au regard de la quinzaine de salariés du Canton de Savenay qui travaillaient à Frigécrème.

● Courrier au Préfet de Gilles Bontemps demandant la mise en place d'une table ronde et au Ministre de l'Agriculture, son implication dans les initiatives pour exiger la reconstruction.

● Courrier aussi de Claude Constant au Président du groupe communiste à l'Assemblée nationale pour que celui-ci intervienne auprès du gouvernement.

● Plusieurs conférences de presse ont eu lieu dont celle rendant compte de la discussion qu'a eue la délégation d'élus qui s'est rendue au siège de la direction du groupe UNILEVER.

● Participation régulière des élus et des militants communistes aux points d'information qui se tiennent devant l'entreprise depuis le sinistre.

plans de licenciements ou par des situations telles que celle à laquelle nous assistons ici.

En conséquence, je vous demande, Monsieur le Ministre, d'intervenir vigoureusement avec tous les moyens liés à votre compétence, auprès du Groupe UNILEVER pour que celui-ci engage dans les plus brefs délais, les travaux de reconstruction de l'entreprise.

De la même manière, il me paraît indispensable que les salariés et les élus aient toutes les informations concernant les dispositions envisagées ainsi que les modalités d'exécution, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui».

Gilles Bontemps

« BUDGET 99 » *On peut peser à gauche*

99 »

Pétition nationale

On peut peser à gauche

La crise financière mondiale a des répercussions sur l'économie de notre pays.

La croissance peut-elle encore s'appuyer sur l'extérieur ou doit-elle privilégier la relance de la demande intérieure ? Cette question est au cœur du débat sur le projet de budget 99.

Depuis quinze mois, le gouvernement s'appuie sur cette croissance extérieure qui a permis de créer 100 000 emplois au premier trimestre 98 et de faire baisser le chômage de 0,9%. Ce meilleur climat et les mesures positives (emplois-jeunes, 35 heures, loi contre les exclusions) ont fait aussi redémarrer légèrement la consommation des ménages, donc l'investissement et l'emploi.

Faut-il en rester là ? Déjà les crises asiatique puis russe touchent nos exportations et on note un ralentissement de la production industrielle, à l'exception de l'automobile. Le ministre de l'Economie et des Finances a du revoir à la baisse ses prévisions de croissance pour 1999 et le FMI table en 1998 sur une croissance mondiale de 2% (prévue de 4,25% il y a un an).

Si on ne peut plus s'appuyer sur l'extérieur et si, comme on a pu le constater, la demande intérieure soutient la croissance, alors les choix du budget 99 sont décisifs pour maintenir cette croissance en faisant face à la crise financière.

Le débat à gauche tourne autour de ces questions posées par le Parti Communiste et que se posent également des millions de Français. Comment avancer plus vite, comment engager les réformes de structure nécessaires en matière économique, sociale, institutionnelle, une réorientation sociale de l'Europe ? Peut-on changer vraiment et que chacun le sente dans sa vie de tous les jours ?

Les Communistes sont conscients que ce n'est pas un débat politicien, mais bien ce qui est l'essentiel pour des millions de citoyennes et de citoyens qui veulent réussir à gauche.

Peut-on donc peser sur les choix ? Oui, disent les Communistes. Aussi dès le lancement du débat autour des orientations budgétaires au début de l'été, ils ont formulé plusieurs propositions qu'ils ont soumises aux citoyens sous la forme d'une **pétition nationale**.

Nationalement, les dizaines de milliers de signatures pour des mesures immédiates attendues par des millions de Français (4 000 pour notre département) **ont permis d'obtenir la reconduction de l'allocation de rentrée scolaire à 1 600 francs par enfant; la baisse de la TVA de 20,6% à 5,5% sur les abonnements de gaz et d'électricité; une augmentation du rendement de l'impôt sur la fortune.**

La preuve est ainsi apportée qu'on peut, en se rassemblant, se faire entendre et obtenir des résultats pour améliorer la vie quotidienne et résister aux puissances d'argent.

Aussi une **nouvelle pétition nationale** demandant à nouveau la taxation des fortunes professionnelles au titre de l'impôt sur la fortune; le relèvement sensible du SMIC, des minima sociaux et des pensions et retraites; la taxation des revenus financiers pour garantir le financement de la sécurité sociale; la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité; un moratoire sur les plans de licenciements est à votre disposition pour continuer à demander ces réformes de fond indispensables.

Le débat est lancé pour les trois mois à venir et les parlementaires communistes en tiendront le plus compte. Ils s'appuieront ainsi sur l'ensemble du mouvement social et citoyen. Cela pèsera à n'en pas douter afin que le budget 99 ait l'ambition sociale que devrait avoir le premier budget de la gauche.

Réussir à répondre aux attentes du pays implique **des changements plus nets, plus résolus, un souffle nouveau de la politique du gouvernement**: des réformes de structure en matière économique, sociale, institutionnelle s'appuyant sur une réorientation progressiste de la construction européenne. Cela implique également, sans attendre, des mesures permettant d'améliorer concrètement la vie du plus grand nombre et de manifester la volonté de ne pas céder aux puissances d'argent.

C'est pourquoi le Parti communiste a pris l'initiative d'une pétition nationale, portant sur cinq mesures immédiates, qui a été signée durant l'été par des dizaines de milliers de personnes. Cette pétition a permis d'obtenir la reconduction de l'allocation de rentrée scolaire à 1600 francs par enfant; la baisse de la TVA de 20,6% à 5,5% sur les abonnements de gaz et d'électricité; une augmentation du rendement de l'impôt sur la fortune. La preuve a ainsi été apportée qu'on peut, en se rassemblant, se faire entendre et obtenir des résultats.

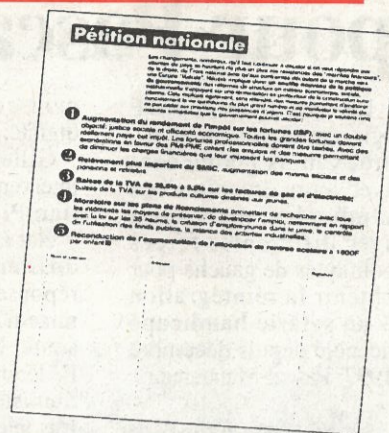
Je demande donc au gouvernement de prendre les mesures suivantes:

- 1 Taxation des fortunes professionnelles au titre de l'impôt sur les fortunes (ISF).** Exonérations en faveur des PMI-PME créant des emplois. Mesures permettant de diminuer les charges financières que leur imposent les banques.
- 2 Relèvement sensible du SMIC.** Augmentation des minima sociaux et des pensions et retraites. **Taxation des revenus financiers pour garantir le financement de la protection sociale.**
- 3 Baisse de la TVA de 20,6% à 5,5% sur les produits de première nécessité.** Baisse de la TVA sur les produits culturels destinés aux jeunes, sur les services aux personnes et les travaux à domicile.
- 4 Moratoire sur les plans de licenciements** permettant de rechercher avec tous les intéressés les moyens de préserver, de développer l'emploi, notamment en rapport avec la loi sur les 35 heures, la création d'emplois-jeunes dans le privé, le contrôle de l'utilisation des fonds publics, la relance des activités industrielles.

Nom et prénom

Adresse

Signature



Cette pétition et celle qui l'a précédée (ci-dessus) seront portées par une délégation de dirigeants et de parlementaires communistes au ministère de l'Economie et des Finances.



Emilie, 5 ans. "Reine de la glace"



Le Petit Port à Nantes. Y'a pas d'âge pour en profiter !

Renseignements 02 51 84 94 51

Nouvelle Intervention pour Pascal Menanteau

Les salariés d'EDF agissent depuis de nombreux mois maintenant avec leurs organisations syndicales, mais aussi avec différentes forces politiques de gauche pour obtenir la réintégration d'un salarié handicapé licencié depuis décembre 1997: Pascal Menanteau.

La Fédération du Parti Communiste a été de tous les instants aux côtés des organisations syndicales

dans cette lutte pour la dignité.

Gilles Bontemps était intervenu auprès de Christian Pierret, Secrétaire d'état à l'Industrie sur ce dossier par courrier. La réponse qui lui fut transmise n'étant pas satisfaisante, le secrétaire de la Fédération du Parti Communiste est une nouvelle fois intervenu.

Nous publions des larges extraits de ces nouvelles démarches.

« Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Je suis extrêmement surpris et insatisfait de la réponse que vous m'avez adressée concernant la situation de M. MENANTEAU.

En effet, vous avancez, d'ailleurs au conditionnel, des arguments que je connais fort bien, puisque ce sont ceux développés depuis le début de cette affaire par la Direction du Centre EDF-GDF.

Ces arguments sont contestés parce qu'ils ne prennent pas en compte la réalité de la situation et les conditions dans lesquelles a été mis M. MENANTEAU, aboutissant aux reproches qui lui sont faits...

Or, c'est devant l'intransigeance de la Direction, qui, comme je vous l'ai dit, a choqué tout le monde, que j'ai sollicité votre intervention comme instance de tutelle.

Cette intervention est fortement attendue par la plupart des organisations syndicales de l'entreprise, ainsi que par l'ensemble des forces de la gauche plurielle du département,

qui les soutiennent. La réponse que vous m'avez faite ne correspond ni à notre demande, ni à ce qu'attendent d'un membre du Gouvernement de la gauche plurielle, les salariés, leurs organisations syndicales et politiques, qui ont contribué à la victoire de la gauche.

Vous soulignez « l'importance que vous attachez à un climat social apaisé et constructif et aux orientations qui ont été fixées en ce sens au nouveau Président d'EDF ». Cela ne me semble pas possible sans que soient prises en compte les attentes des salariés et des organisations syndicales les repré-

sentant et sans que cela se traduise par des actes.

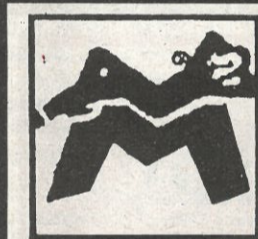
En conséquence, je vous renouvelle ma demande d'une intervention de votre part vers la Direction du Centre ou toute autre autorité compétente de l'entreprise EDF-GDF, afin de déboucher rapidement sur un règlement humain de la situation de M. MENANTEAU, permettant à tout le monde de sortir la tête haute de l'impasse actuelle, comme le proposent les organisations syndicales.

Dans cette attente, recevez, Monsieur le Secrétaire d'Etat, mes salutations distinguées.

Gilles BONTEMPS »

PAR AUTORISATION PREFECTORALE du 24.06.98
DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES
Jusqu'au 17.11.98

AVANT TRANSFERT
**LIQUIDATION
TOTALE**



monsieur meuble
nous sommes bien ensemble !

240, route de la Côte d'Amour - SAINT NAZAIRE OCEANIS

SARL POMPES FUNÈBRES ATLANTIQUE



Patrick LE ROGNON

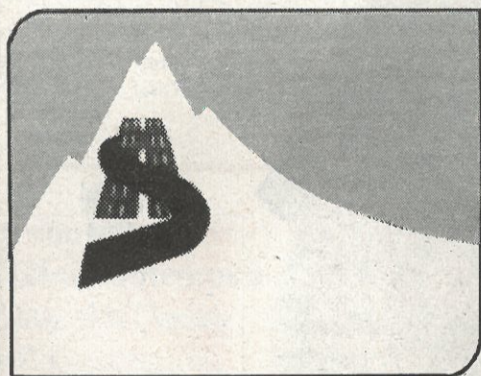
24 H sur 24
7 jours sur 7

02.40.01.86.88

- Organisation complète d'obsèques
- Démarches évitées aux familles
- Possibilité d'accès à la chambre funéraire
- Soins de conservation
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Contrats d'obsèques
- Tiers payant Mutualiste conventionné par Loire-Atlantique Mutualité

SAINT-NAZAIRE et sa région

5, place F. Blancho - 02.40.01.86.88



ENTREPRISE SAUVAGER T.P.

Travaux Publics
Usine de liants
Centrale d'enrobés

Quai Emile Paraf - BP 76 - 44220 COUVERON
Tél. : 02 40 38 03 38 - Fax : 02 40 38 36 58